



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Demande d'adhésion à l'Alliance Progressiste

Informations de base

Nom du parti ou de l'organisation	Les Démocrates
Pays	République du Bénin
Valeurs fondamentales	Les valeurs fondamentales de "Les Démocrates" s'articulent autour de la restauration de la démocratie et de l'État de droit au Bénin, ainsi que de l'engagement en faveur de la justice sociale. Nous plaidons pour une société où les principes démocratiques sont respectés, garantissant la justice, l'équité et la transparence dans la gouvernance. L'accent mis sur la justice sociale vise à créer une société plus prospère et plus équitable, où tous les citoyens ont les mêmes chances et le même accès aux ressources, ce qui favorise un sentiment de prospérité partagée et d'unité nationale.
Structure et pratique de la démocratie interne des partis	Le parti est coordonné par un comité national de coordination



<p>(max. 2000 caractères)</p>	<p>composé de 91 membres. Ce comité comprend le président, les vice-présidents, les chefs de circonscription et les secrétaires thématiques, qui travaillent ensemble pour superviser les opérations du parti et assurer sa gestion efficace. Le Comité national de coordination est chargé de prendre toutes les décisions quotidiennes concernant les activités, la stratégie et l'orientation du parti.</p> <p>Au-delà de cette structure centrale, le parti organise un conseil national annuel, qui sert de plate-forme pour délibérer et prendre des décisions importantes qui orientent la position et les objectifs politiques plus larges du parti. Ce conseil réunit les principaux membres pour discuter des questions politiques, des priorités stratégiques et d'autres sujets cruciaux.</p> <p>Tous les trois ans, le parti convoque un congrès, qui est l'organe de décision le plus élevé de l'organisation. Ce</p>
-------------------------------	---



	<p>congrès joue un rôle fondamental dans l'élaboration de l'avenir du parti, puisqu'il est chargé de nommer les membres du comité national de coordination et de définir l'orientation générale de la direction et des activités du parti. Le congrès garantit un processus démocratique et inclusif, réaffirmant l'engagement du parti en faveur de la transparence et de la participation des membres à sa gouvernance.</p>
<p>Représentation dans les parlements au niveau national/régional/local</p>	<p>Nous avons aujourd'hui 28 représentants à l'Assemblée nationale et 1 représentant au Parlement de la Cedeao.</p>
<p>Histoire du parti (c'est-à-dire la participation aux gouvernements) (max. 2000 caractères)</p>	<p>"Les Démocrates" est le principal parti politique d'opposition au Bénin, fondé en 2020 en réponse aux bouleversements politiques et aux remises en cause de la démocratie. Il est apparu à la suite d'une scission des Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), dans un contexte de crise politique qui a suivi les élections législatives de 2019 sous le régime du président Patrice Talon.</p>



- **Crise des
élections de
2019**

Les élections législatives de 2019 ont marqué un recul important dans la trajectoire démocratique du Bénin. L'administration du président Talon a introduit un code électoral controversé et imposé des exigences strictes en matière de certification qui ont effectivement exclu tous les partis d'opposition, y compris ceux qui allaient plus tard former "Les Démocrates", de la participation. Cela a conduit à un parlement composé uniquement de partis pro-gouvernementaux, soulevant de sérieuses inquiétudes quant à la légitimité du processus électoral. L'exclusion des partis d'opposition a provoqué des violences post-électorales et une profonde crise politique, soulignant le mécontentement général face à l'érosion perçue des principes démocratiques.

Après la crise de 2019, plusieurs personnalités se sont ralliées à



	<p>Thomas Boni Yayi pour créer un nouveau parti politique appelé "Les Démocrates" en 2020. Cette formation était une réponse directe à l'exclusion des voix de l'opposition et au déclin perçu des normes démocratiques au Bénin, visant à restaurer les principes démocratiques, à promouvoir la justice sociale et à plaider en faveur de l'État de droit.</p> <p>- La crise de 2021</p> <p>La crise des parrainages de l'élection présidentielle de 2021 a mis en évidence les tensions politiques au Bénin. Un système de parrainage obligatoire a été mis en place, exigeant que chaque candidat obtienne le soutien d'un certain nombre d'élus, ce qui a favorisé les candidats pro-gouvernementaux dans un parlement dominé par les alliés du président Talon. Les candidats de l'opposition se sont trouvés dans l'impossibilité de satisfaire à cette exigence, ce qui a donné lieu à des accusations de partialité politique et de manipulation.</p>
--	--



Deux personnalités, Reckya Madougou, candidate à la présidence du parti "Les Démocrates" et ancienne ministre, et Joël Aivo, universitaire et candidat de l'opposition, ont été arrêtées dans des circonstances controversées. Madougou a été accusé de terrorisme et de préparation de violence, tandis qu'Aivo a été accusé de complot contre l'État. Ces arrestations ont été considérées comme motivées par des considérations politiques, suscitant des critiques nationales et internationales et mettant en évidence l'utilisation des systèmes juridiques et judiciaires à des fins politiques.

- **Percée électorale en 2023**

Les élections législatives de 2023 ont marqué un tournant pour "Les Démocrates" et le processus démocratique béninois. Contrairement aux élections de 2019, le parti a été autorisé à participer et sa liste a



	<p>été approuvée par la Cour constitutionnelle et la commission électorale.</p> <p>Notre parti a obtenu 28 sièges au Parlement.</p>
Nombre de membres (hommes/femmes)	La coordination nationale compte 86 hommes et 5 femmes.
Quota de genre ou autres quotas	Nous n'avons pas de quotas dans nos textes. Nous avons cependant 7 femmes au congrès.
Date et lieu de fondation	Le parti a été fondé en 2020 à Cotonou
Nom et coordonnées du bureau du chef de file et du service international	<p>Président : Yayi Boni</p> <p>Cadjehoun, c/ 1170</p> <p>Mail : secretariat@boniyayi.org</p> <p>Chabi YAYI</p> <p>Secrétaire aux relations extérieures</p> <p>sre@lesdemocratesbenin.com</p>
Documents organisationnels ci-joints	
1. Lettre d'intention officielle	Soumis
2. Statuts/programme politique	Soumis



3. Liste actuelle des membres du bureau	
4. Autres	

Demande d'adhésion à l'Alliance Progressiste

Informations de base



PROGRESSIVE ALLIANCE ALLIANCE PROGRESSISTE

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Nom du parti/de l'organisation	SOCIALISTE POPULAIRE PARTI, NEPAL (PSP-NEPAL)
Pays	Népal
Programme politique de base et valeurs fondamentales	<p>Le Parti socialiste populaire du Népal (PSP-NEPAL) défend la liberté, la justice sociale, le socialisme et les changements progressifs. Notre parti politique s'engage pleinement en faveur des valeurs et des normes démocratiques, notamment le système de gouvernance démocratique multipartite compétitif, les libertés civiles, les droits fondamentaux, les droits de l'homme, les élections périodiques, la liberté de la presse, l'indépendance du pouvoir judiciaire et les concepts de l'État de droit ; les droits fondamentaux de la population ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels.</p> <p>Notre parti vise à mettre fin à toutes les formes de discrimination et d'oppression créées par le système de gouvernance féodal, autocratique, centralisé et unitaire et s'engage à protéger et à promouvoir la solidarité sociale et culturelle, la tolérance et l'harmonie, ainsi que l'unité dans la diversité en reconnaissant les caractéristiques multiethniques, multilingues, multireligieuses, multiculturelles et régionales diverses afin de construire une société égalitaire fondée sur la démocratie proportionnelle inclusive et participative garantissant la prospérité, l'égalité économique et la justice sociale.</p> <p>Le thème principal du parti est "Le fédéralisme pour l'émancipation des nationalités opprimées et le socialisme pour l'émancipation des classes marginalisées". En intégrant ces deux questions importantes, nous avons proposé la démocratie socialiste fédérale comme principe directeur de la révolution népalaise. Le premier porte l'essence d'un fédéralisme basé sur l'identité, tandis que le second construit l'essence de la justice sociale et de la formation d'une société équitable. Le socialisme fédéral est la fusion des mouvements népalais axés sur la souveraineté nationale, la démocratie fédérale, la justice sociale et le changement social. Il contribue à la promotion d'un État national pluraliste reposant sur un</p>

fédéralisme identitaire comme fondement de l'unité nationale. En outre, il prône les valeurs démocratiques dans les domaines économique, culturel et social.

Principaux programmes politiques :

1. Suprématie du peuple

2. La gouvernance fédérale

3. Une société ouverte et pluraliste

4. État constitutionnel et légal

5. Séparation des pouvoirs

6. Les droits fondamentaux et les droits de l'homme avec les droits économiques, sociaux et culturels des personnes

7. Droit de vote des adultes et élections périodiques

8. Système multipartite compétitif et élections proportionnelles

9. Démocratisation de l'appareil d'État et des partis

10. Orientation éco-politique sociale-démocrate

11. Droit à l'autodétermination du peuple

12. État providence et justice sociale

13. Inclusion proportionnelle de toutes les nationalités

14. Gouvernement coopératif

15. Législature parallèle

16. Un pouvoir judiciaire indépendant

17. Laïcité et multiplicité culturelle

18. Nationalisme pluraliste

19. Reconnaissance de l'identité nationale

20. Autonomie, autogestion et partage

21. Démocratie inclusive, liberté, justice sociale et socialisme

	<p>22. <i>Système de gouvernance démocratique décentralisé.</i></p>
<p>Structure et organisation du parti et pratique de la démocratie interne du parti</p>	<p>Voir en bas de page.</p> <p><u>Pratique de la démocratie interne au parti</u></p> <p>Le parti pratique pleinement la démocratie interne en ce qui concerne la formation des comités, comme le prévoient ses statuts.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Avec le rassemblement/la réunion des membres actifs, le comité de quartier est formé. <input type="checkbox"/> Avec l'élection des représentants des comités de quartier, les comités municipaux/villageois sont formés. <input type="checkbox"/> Les comités de district sont formés après l'élection de tous les représentants de chaque village et de chaque ville avec leurs représentants respectifs. <input type="checkbox"/> Les comités provinciaux sont constitués de délégués représentatifs du comité de coordination du village, de la municipalité ou de la circonscription et d'autres fractions du parti, c'est-à-dire d'organisations sœurs. Ces délégués sont choisis parmi les membres actifs avec leur consentement (soit par élection, soit par accord unanime). <input type="checkbox"/> Le comité central et les autres organes centraux sont élus tous les cinq (5) ans par les délégués élus au niveau de la province, du district, du comité de coordination de la circonscription, du comité du village/municipal et de toutes les organisations sœurs, ainsi que des fractions centrales et des départements centraux. <input type="checkbox"/> Tous les comités sont élus par le biais de conventions périodiques. Le comité central est élu tous les 5 ans lors d'une convention générale. Les autres comités, tels que le comité de province, élu tous les 4 ans, le comité de coordination de district et de circonscription, élu tous les 3 ans, et le comité de

	village/municipal/de quartier, sont constitués par leurs assemblées/conventions respectives.
Représentation dans les parlements au niveau national/régional/local	<p>Lors des élections parlementaires népalaises (nationales et régionales, c'est-à-dire au niveau des provinces) qui se sont tenues en 2022, notre parti est arrivé en cinquième position en tant que parti national.</p> <p><u>Parlement national (fédéral)</u> : Le parti a obtenu 12 sièges au parlement fédéral et 3 sièges à la chambre haute.</p> <p><u>Parlement provincial</u> : Le parti est représenté dans 3 parlements provinciaux sur 7. Le parti a dirigé le gouvernement provincial de la province de Madhesh pendant 7 ans et est actuellement le plus grand parti au parlement provincial.</p> <p>Le parti a également remporté plus de 45 maires/présidents d'organes locaux dans tout le pays.</p>
Histoire du parti	<p>Le Parti socialiste populaire du Népal (PSP-Népal) défend les nationalités opprimées et les classes sociales marginalisées et exploitées, ainsi que toutes les sectes des entités démocratiques. Il a été officiellement présenté comme une force nationale alternative dans le pays après l'unification du Madhesi Janadhikar Forum-Nepal (MJFN), du Federal Socialist Party, Nepal (FSPN) et du Khas Inclusive Party le 15 juin 2015. Le président du parti unifié est M. Upendra Yadav, ancien vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères. Le parti compte actuellement 16 membres au Parlement et est le quatrième parti le plus important.</p> <p>Actuellement, il occupe une position forte au sein du parlement de la province n° 2. Au sein du gouvernement fédéral, le parti soutient le gouvernement actuel depuis l'extérieur.</p> <p>Dans les gouvernements précédents, le parti a également rejoint le gouvernement en 2008, 2011 et 2017 sous la direction du président du parti, l'Honorable Upendra Yadav.</p>
Nombre de membres (hommes/femmes)	Nombre total de membres du parti : 168448 (Homme-126336/ Femme-42112)
Quota de genre ou autres quotas	Conformément à la nouvelle constitution promulguée et aux directives de la Commission électorale, les partis doivent respecter un quota minimum de 33 % de femmes au sein du Comité central et des autres comités organisationnels respectifs du parti. Notre parti a donc

	incorporé une réserve de 33% de femmes dans les comités du parti. De même, lors des élections nationales, provinciales et locales, nous nous sommes présentés en tenant compte de l'égalité des sexes et des quotas, c'est-à-dire des quotas pour les personnes marginalisées, les communautés défavorisées, les minorités, etc. Les statuts et le mandat du parti prévoient des sièges et des portefeuilles réservés aux nationalités autochtones, aux Madhesis, aux femmes, aux minorités et aux professionnels au sein de la base et des comités d'organisation du parti.
Date et lieu de fondation	15 juin 2015, Katmandou, Népal
Coordonnées du bureau du chef de file et du département international	<p>1. Président : M. Upendra Yadav (ancien vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, gouvernement du Népal) Email:upendrayadav2016@gmail.com</p> <p style="text-align: center;"><u>Département des relations internationales</u></p> <p>Chef : M. Arjun Thapa Courriel : arjunthapa1964@gmail.com</p> <p>Secrétaire : M. Bharat Gurung Courriel : b1bharat.grg2014@gmail.com</p> <p><u>ADRESSE DU BUREAU :</u> Parti socialiste populaire, Népal Balkumari, quartier n° 9 Ville métropolitaine de Lalitpur, province de Bagmati, Népal. Tel : No. +977-1-5186393/ 5186392 Courriel : jasapanepal2077@gmail.com Site web : peoplesocialist.org</p>
Départements	<ol style="list-style-type: none"> 1. Département de l'organisation 2. Département de l'école du parti et de la formation 3. Département des relations internationales 4. Département de la publicité et de l'édition 5. Ministère des finances 6. Département des affaires parlementaires 7. Département des affaires fédérales et du corps local 8. Département des affaires d'État, administration générale et suivi 9. Département des finances, de la planification et de la recherche 10. Département des élections 11. Département du droit 12. Département de l'éducation

	<ul style="list-style-type: none"> 13. Département de la santé 14. Département de l'agriculture et de la gestion des terres 15. Département de la coopération 16. Département de la science, de la technologie et de l'environnement 17. Département de la gestion des ressources naturelles 18. Département des infrastructures physiques et du développement urbain 19. Département du travail et de l'emploi 20. Département du service social
--	---





PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Demande d'adhésion à l'Alliance progressiste

Informations de base

Nom du parti ou de l'organisation	Front de lutte populaire palestinien (PPS)
Pays	Palestine
Valeurs fondamentales	Le Front de lutte populaire palestinien est un parti national démocratique qui lutte aux côtés de diverses factions du mouvement national palestinien, ici et à l'étranger, afin de mettre fin à l'occupation israélienne et de permettre au peuple palestinien de s'autodéterminer, d'exercer sa souveraineté sur sa terre et d'établir un État indépendant avec Jérusalem pour capitale.
Structure et pratique de la démocratie interne des partis (max. 2000 caractères)	1- Le PPSF lutte toujours pour approfondir la forme et le contenu de l'unité nationale palestinienne, sur la base de la démocratie dans le cadre de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien,

	<p>expression de son identité nationale indépendante et chef de la lutte nationale palestinienne, pour réaliser les objectifs et les droits nationaux du peuple palestinien, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale.</p> <p>2- Dans ses analyses de la réalité, le PPSF est guidé par la méthode dialectique, qui dépend de la pensée scientifique socialiste, et des tendances intellectuelles rationnelles dans la civilisation arabe et la pensée humaine, en mettant l'accent sur le fait que le patrimoine culturel arabe, est le cadre de référence pour l'identité culturelle du peuple palestinien, et permet d'approfondir les tendances intellectuelles appelant à la règle des principes de l'esprit, de la rationalité, des valeurs de justice, de liberté, de</p>
--	--

	<p>démocratie et des droits de l'homme.</p> <p>3- Le PPSF dépend, dans sa structure et ses relations internes, de la base de la démocratie, qui organise et réglemente ses relations internes, ce qui permettrait l'initiative, la créativité, la multiplicité des points de vue et la liberté de débat et d'expression, ainsi que la critique dans les limites du cadre réglementaire, comme garantie pour ne pas avoir une pensée idéologique rigide au sein du Front, ou être éloigné du pouls des masses, et éviter toute forme de calcification et d'autoritarisme bureaucratique.</p> <p>4- Le Front croit également que la soumission de la majorité et de la minorité au programme politique, au règlement intérieur et aux décisions de la Conférence générale et des organes centraux est la garantie de la vitalité de la vie organisationnelle et permet d'éviter tout</p>
--	--

	<p>déséquilibre dans les relations internes et avec les masses, auxquelles le centralisme démocratique est consacré, et de préserver l'intégrité du Front, ce qui ne peut être réalisé dans la réalité qu'en faisant appel aux conventions fondamentales de l'organisation, en s'appuyant sur le vote démocratique et libre, et en permettant à la minorité d'exprimer son opinion et de pratiquer la critique et l'autocritique. Dans le cadre de la promotion et de la consolidation de la pratique démocratique interne, le Front a tenu deux conférences et neuf conférences générales.</p> <p>5- Le Front croit que les factions et les partis démocratiques palestiniens sont invités à faire des efforts et à entamer un dialogue afin de pouvoir jeter les bases d'une unité réelle et effective au sein d'un parti et inclut les</p>
--	---

	<p>gauchistes démocratiques palestiniens, sur la base de l'ouverture, de l'ouverture intellectuelle et de l'ouverture d'esprit.</p> <p>Pluralisme, base démocratique et examen critique global, afin de réaliser les droits nationaux de notre peuple, de maintenir et d'approfondir l'unité dans le cadre de l'OLP et de défendre les acquis du peuple palestinien en Palestine et dans la diaspora.</p> <p>6- En ce qui concerne l'Etat palestinien indépendant, le PPSF estime que la formule politique conforme à l'expérience de la lutte du mouvement national palestinien, qui répond aux aspirations du peuple palestinien, est la construction d'un système politique parlementaire, basé sur le pluralisme politique et des factions, le transfert et la gestion du pouvoir d'une manière</p>
--	--

	<p>démocratique pacifique, et avec le principe de séparation entre les trois autorités, législative, judiciaire et exécutive, ainsi que d'assurer tous les droits des citoyens garantis par la constitution, y compris la liberté d'expression, de rassemblement, d'organisation politique et syndicale, indépendamment de la race, du sexe ou de la religion, Il s'agit également d'assurer tous les droits des citoyens garantis par la constitution, y compris la liberté d'expression, de rassemblement, d'organisation politique et syndicale, sans distinction de race, de sexe ou de religion, et d'œuvrer à la construction et à l'établissement d'une société palestinienne, dans laquelle les principes de justice et d'égalité prévalent et qui soit dominée sur une base démocratique socialiste,</p>
--	---

	<p>conformément à la réalité économique et historique de l'héritage palestinien.</p> <p>7- Basé sur la relation dialectique entre le nationalisme palestinien et le nationalisme arabe, le PPSF estime qu'il est nécessaire de revoir la relation entre le mouvement national palestinien et le mouvement national arabe, afin de tirer les leçons et d'éviter les erreurs du passé, et d'approfondir la relation cruciale avec le mouvement national arabe, dans l'intérêt de la liberté, du progrès social et économique et, bien sûr, de la démocratie.</p> <p>8- Le FSPP souligne également l'importance du renforcement de la solidarité arabe, afin de préserver les droits arabes et palestiniens, et d'activer le rôle de la Ligue arabe, et de toutes les institutions et organes qui en font partie dans tous les domaines - politique, économique et militaire...etc-</p> <p>.</p>
--	---

	<p>9- Le Front est également désireux de renforcer les liens de solidarité de lutte entre le peuple palestinien et tous les peuples, factions et mouvements de libération, ainsi que les pays démocratiques et pacifiques dans le monde, sur la base du renforcement et de l'approfondissement des formes de solidarité internationale avec la juste lutte du peuple palestinien, et de la solidarité avec les tendances et les attitudes qui affrontent et s'opposent au nouveau racisme et au fascisme, ainsi qu'à leurs ambitions expansionnistes.</p> <p>10- Le Front tient également à soutenir les tendances qui vont dans le sens de l'application de la légitimité internationale, du respect des droits de l'homme et de la coopération internationale, pour faire face aux dangers de la crise économique et sociale.</p> <p>11- sous-développement, et lutter contre la faim, les épidémies, les problèmes</p>
--	--

	<p>environnementaux, les problèmes de changement climatique et tout ce qui menace le destin de l'humanité, afin de construire une civilisation de l'humanité, d'assurer la paix et l'égalité pour tous les peuples du monde.</p> <p>Les principaux domaines d'activité du PPSF</p> <ul style="list-style-type: none"> -Politiques économiques et sociales (sécurité sociale, pauvreté et chômage) -Femmes et jeunes -Questions relatives aux réfugiés -Confrontation des implantations -Résistance populaire pacifique <p>Structure organisationnelle des FSPP</p> <p>Le PPSF dépend, dans sa structure et ses relations internes, de la base de la démocratie, qui organise et régleme ses relations internes, ce qui permettrait l'initiative, la créativité, la multiplicité des points de vue et la liberté de débat et d'expression, ainsi que la</p>
--	---

	<p>critique dans les limites du cadre réglementaire, comme garantie pour ne pas avoir une pensée idéologique rigide au sein du Front, ou être éloigné du pouls des masses, et éviter toute forme de calcification et d'autoritarisme bureaucratique.</p> <p>Le Front croit également que la soumission de la majorité et de la minorité au programme politique, au règlement intérieur et aux décisions de la Conférence générale et des organes centraux, est la garantie de la vitalité de la vie organisationnelle et de l'absence de déséquilibre dans ses relations internes et dans ses relations avec les masses, auxquelles le centralisme démocratique est consacré, et qu'elle préserve l'intégrité du Front, ce qui ne peut être réalisé dans la réalité qu'en faisant appel aux conventions fondamentales de l'organisation, en s'appuyant sur le vote démocratique et libre, et en permettant à la minorité d'exprimer son opinion et de pratiquer la critique et l'autocritique.</p>
--	--

	<p>Dans le cadre de la promotion et de la consolidation de la pratique démocratique interne, le Front a tenu deux conférences et neuf conférences générales.</p>
<p>Représentation dans les parlements au niveau national/régional/local</p>	<p>Sur la base de la foi en l'approfondissement de la pratique démocratique dans la société palestinienne, le Front a participé activement aux premières et deuxièmes élections législatives, et aux élections des conseils municipaux et des communautés locales, le Front a remporté plusieurs sièges, ce qui a reflété l'importance du soutien populaire à ses politiques politiques, sociales et économiques.</p> <p>PPSF Représentation locale/régionale/nationale dans les organes élus ou au parlement, et au sein de l'éventail politique national</p> <p>Le PPSF a 16 représentants au sein du Conseil national palestinien de l'OLP.</p>

	<p>Le PPSF est également représenté à hauteur de 13 % dans les municipalités locales.</p> <p>Le front a également soutenu le président Mahmoud Abbas lors des élections présidentielles.</p> <p>-Le Front a créé des centres dans tous les gouvernorats de Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et a établi des groupes d'étudiants, de travailleurs, de femmes, de jeunes et de syndicats pour contribuer à l'encadrement de la société civile palestinienne, et pour traiter les tâches nationales qui se chevauchent avec les tâches de la démocratie sociale, en plus de ses contributions à la politique et aux médias, où se trouve le magazine "La lutte du peuple", l'une des rares publications régulières au sein de la patrie.</p>
<p>Histoire du parti (c'est-à-dire la participation aux gouvernements) (max. 2000 caractères)</p>	<p>Le PPSF a été fondé le 15-07-1967, après la guerre de juin, au cours de laquelle Israël a occupé la Cisjordanie, la bande de Gaza et d'autres parties du monde arabe, y compris le plateau du Golan et le Sinaï. Parmi les fondateurs les plus éminents</p>

	<p>figuraient des dirigeants nationaux, en particulier de la ville de Jérusalem, qui ont vécu en confrontation avec l'occupation sioniste et ont pris part à la marche de la lutte du peuple pendant de nombreuses années. Subhi Ghousheh, Fayez Hamdan (ArRaed Khaled), et Khaleel Sufian (Abu Al Hakam).</p> <p>Les activités du PPSF ont commencé par des communications secrètes, afin de rassembler le plus grand nombre possible de personnes, qui sont prêtes et désireuses de se battre dans la bataille de la lutte armée populaire ainsi que dans la lutte politique ; le premier groupe de combattants et d'autres membres a été formé à Jérusalem et dans plusieurs villes de Cisjordanie, puis il s'est étendu à la terre occupée en 1948.</p> <p>Au début, les activités du Front se limitaient à la résistance populaire et pacifique ; la première publication a été diffusée le 15 juillet 1967th). Cette publication appelait le public à rejeter l'occupation et à y résister, à cesser de se déplacer</p>
--	--

	<p>ou de quitter le pays et à enterrer les martyrs tués par les forces d'occupation israéliennes ; elle incitait également à la grève, aux manifestations et au boycott de l'occupation ; Dans le même temps, le Front a commencé à former ses membres à la lutte armée, à la collecte d'informations sur l'ennemi et à la planification de frappes et d'attaques contre l'ennemi ; le Front s'est également employé à fournir des armes à ses membres afin de les préparer à entamer la lutte armée.</p> <p>Le Front a commencé ses opérations militaires armées contre l'occupation le 24-12-1967. Au début de l'année 1968, le Front a commencé à former ses cellules militaires et à établir des centres d'entraînement en Jordanie. L'expansion et la croissance du Front ont entraîné l'augmentation de ses bases militaires, de ses centres d'entraînement et de ses milices populaires dans les camps de réfugiés et les villes de Jordanie et dans un certain nombre de pays arabes.</p>
--	---

	<p>Le PPSF s'est largement répandu parmi les communautés palestiniennes en Palestine, dans la diaspora, dans de nombreux pays arabes dont la Jordanie, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, l'Algérie, le Yémen, les États arabes du Golfe et dans un certain nombre de pays du monde.</p> <p>La participation au processus politique est une confirmation de la présence de notre peuple au cœur du nouvel ordre international, car nous ne voulons pas que cet ordre se fasse au détriment de notre peuple, comme cela s'est produit dans l'accord Sykes-Picot après la Première Guerre mondiale et à la conférence de Yalta après la Seconde Guerre mondiale. La rupture de l'équilibre des pouvoirs au niveau international, après l'effondrement de l'ex-URSS, qui était un allié clé du mouvement national palestinien, a donné lieu à de nouveaux développements politiques au niveau mondial, et en particulier au Moyen-Orient et, bien sûr, à la question palestinienne.</p>
--	---

	<p>Le Front croit au processus politique, en tant qu'arène de lutte politique, intégrée à d'autres formes de lutte, jusqu'à une réalisation qui peut être considérée comme une étape sur la voie de l'autodétermination de notre peuple, et qui lui garantit le droit au retour, et à la construction de son Etat indépendant. Sur la base de cette vision, et conformément aux décisions de la conférence extraordinaire tenue en Tunisie entre le 15 et le 20 mai 1993, le Front a pris position à l'égard du processus politique et s'y est engagé de manière effective.</p> <p>Après la signature des accords d'Oslo - accords-, entre l'OLP et Israël, le Front a émis de nombreuses réserves sur certaines dispositions de l'accord, qu'il jugeait injustes et Le Front a confirmé que, bien que les accords d'Oslo aient été en faveur d'Israël, il considère néanmoins que cet accord a ouvert la voie à l'incarnation de l'entité palestinienne sur la terre palestinienne, grâce à la création de l'Autorité nationale palestinienne (ANP).</p>
--	---

	<p>Sur la base de ce concept, le Front a participé à toutes les institutions de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et a participé activement au premier gouvernement en 1994. D.Samir Ghosheh, secrétaire général du FPSP à l'époque, était le premier ministre du ministère du travail jusqu'en 1998, date à laquelle il a démissionné en raison de divergences liées à de mauvaises performances, au népotisme, à la corruption, au manque de transparence et de responsabilité dans les institutions de l'ANP.</p> <p>Plus tard, en 2005, le Dr Ahmad Majdalani a été nommé ministre de la colonisation et de la Commission de la résistance au mur.</p> <p>En 2006, le Front n'a pas participé au gouvernement dirigé par le Hamas, mais il est revenu pour participer aux gouvernements suivants, de 2009 à mai 2024, afin de prendre en charge les ministères du travail, de l'agriculture et des affaires sociales. Le Front était représenté par son secrétaire général Ahmed Majdalani.</p> <p>Le Front a également dirigé une institution gouvernementale</p>
--	---

	(The Pension Fund), tandis qu'Antillais est actuellement à la tête de la Palestinian National Economic Empowerment Institution (PNEEI).
Nombre de membres (hommes/femmes)	Membres en Cisjordanie et dans la bande de Gaza : 14700. Membres à l'étranger:9000 Membres en Europe, en Russie et en Amérique : 3050 Il s'agit notamment des organisations de jeunes, de travailleurs et de femmes.
Quota de genre ou autres quotas	Notre parti estime que partout où il y a un conflit, les femmes doivent faire partie de la solution. Bien que nous ayons constaté des progrès importants en termes de participation des femmes au sein de notre parti, il est possible d'aller plus loin. Dans notre parti, nous avons été les initiateurs qui ont fixé le quota à 30 %. Aux élections locales et dans les conseils d'étudiants des universités, nous avons 47 % de femmes, ce qui est supérieur au quota.
Date et lieu de fondation	Jérusalem, 15 juillet 1967

<p>Nom et coordonnées du bureau du chef de file et du service international</p>	<p>Chef du parti : Ahmad Majdalani Courriel : ahmad139@hotmail.com Secrétaires internationaux : Bashar Al-Azzeh et Salma Majdalani bashar.azzeh@gmail.com Salma.bizri89@gmail.com</p>
<p>Documents organisationnels ci-joints :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre d'intention - Liste des dirigeants actuels - Dossier du parti 	<p>soumis soumis soumis</p>



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Informations de base

Pour les personnes intéressées par l'adhésion à l'Alliance progressiste

Nom du parti ou de l'organisation	Mouvement démocratique national
Pays	Sud Soudan
Valeurs fondamentales	<p>Nous adhérons aux principes de la démocratie, de l'État de droit, des droits de l'homme et de la liberté d'expression.</p> <p>les droits, l'égalité et la justice ; des questions centrales pour les réflexions. Nous nous engageons également à promouvoir ces valeurs et la</p> <p>l'essence d'une société qui prend soin de ses plus vulnérables</p> <p>Nous défendons une économie dans laquelle l'État joue un rôle central dans la mise en place d'un filet de sécurité pour les classes moyennes et inférieures.</p> <p>Nous défendons une économie dans laquelle l'État joue un rôle central dans la mise en place d'un filet de sécurité pour les classes moyennes et inférieures en subventionnant les services de base.</p> <p>des produits et des services.</p> <p>Nous considérons que</p>



	<p>l'éducation est un droit et non un privilège et que les soins de santé devraient être accessibles à tous en subventionnant les médicaments les plus essentiels pour sauver des vies. Le monde rural</p> <p>L'économie de l'UE doit être améliorée par rapport au niveau de subsistance actuel.</p>
<p>Structure et pratique de la démocratie interne des partis (max. 2000 caractères)</p>	<p>L'organe suprême du parti est l'assemblée des délégués nationaux. qui se réunit tous les quatre ans. Les membres représentent les délégués des congrès des États, la direction nationale, les représentants des organisations syndicales, les femmes, les jeunes, les paysans, etc. Le président du parti est élu par le NDC.</p> <p>Au-dessous de lui se trouve le Conseil national de direction, élu par le NDC et composé de cent (100) membres au maximum. Il s'agit de l'organe politique le plus élevé entre les congrès.</p> <p>Le Comité exécutif national gère les affaires courantes du parti. Il est assisté par des commissions spécialisées coordonnées par le secrétaire général. Le CNE est composé de vingt-sept (27) membres au maximum, dont le président. Les autres membres, y compris le vice-président et le</p>



	<p>secrétaire général, sont élus par le CNL.</p> <p>Il existe également des organes nationaux qui dépendent du secrétaire général. Nous avons également des ligues de femmes et de jeunes semi-indépendantes.</p>
<p>Représentation dans les parlements au niveau national/régional/local</p>	<p>La NDM est représentée par 7 membres à l'Assemblée législative nationale, 2 membres au Conseil des États et 13 dans les 10 États du pays.</p>
<p>Histoire du parti (c'est-à-dire la participation aux gouvernements) (max. 2000 caractères)</p>	<p>Le parti est né sous le nom de SPLM-Democratic Change en 2009. Il a participé aux élections de 2010 et a remporté deux sièges à l'Assemblée nationale à Khartoum, quatre sièges à l'Assemblée législative du Sud-Soudan à Juba et huit sièges à l'Assemblée législative de l'État du Haut-Nil dans la ville de Malakal. Le parti, étant le plus grand bloc d'opposition, a fourni le chef de l'opposition à l'ALSS. En 2014, le nom du parti a été changé en Parti du changement démocratique.</p> <p>Lorsque la guerre a éclaté en 2016, le parti a de nouveau changé de nom pour devenir le Mouvement démocratique national, afin de souligner son caractère de gauche. En 2018, un accord de paix a été signé et un gouvernement de partage du pouvoir a été formé. La</p>



	<p>participation du NDM se reflète dans la liste des postes gouvernementaux qu'il occupe au niveau national, au niveau de l'État et au niveau local (comté). La liste a été soumise.</p>
Nombre de membres (hommes/femmes)	<p>Notre organe directeur, le comité exécutif national, compte 18 hommes et 4 femmes.</p>
Quota de genre ou autres quotas	<p>Malgré l'enregistrement relativement raisonnable des membres féminins, leur participation réelle aux activités n'est pas satisfaisante. C'est pourquoi nous visons un quota de 35 % dans les organes directeurs du parti.</p>
Date et lieu de fondation	<p>Le NDM a été fondé en août 2016 à Nairobi</p>
Nom et coordonnées du bureau du chef de file et du service international	<p>Dr Lam Akol, président, courriel : lam.akol@gmail.com</p> <p>M. Bol Joseph Agau, secrétaire aux relations extérieures Courriel : bol.agau@gmail.com</p>
Documents organisationnels ci-joints	<p>Par la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.</p> <p>Par la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur</p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Lettre d'intention officielle 2. Statuts/programme politique



<p>3. Liste actuelle des membres du bureau</p> <p>4. Autres</p>	<p>le Président, l'expression de mes sentiments distingués.</p> <p>Par la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.</p>
---	--



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Demande d'adhésion à l'Alliance progressiste

Informations de base

Nom du parti ou de l'organisation	Plate-forme sociale-démocrate / Plate-forme SD
Pays	Ukraine
Valeurs fondamentales	Liberté, justice sociale, égalité des chances et solidarité. Notre objectif est une société de bien-être, qui ne peut être construite que sur les principes de liberté, de justice et d'assistance mutuelle. Nous sommes opposés à toute forme de radicalisme et de discrimination.
Structure et pratique de la démocratie interne des partis (max. 2000 caractères)	<p>La Plate-forme sociale-démocrate (Plate-forme SD) est une association publique d'individus progressistes fondée sur les principes de la social-démocratie. Son objectif est de promouvoir une nouvelle norme de vie publique et politique en Ukraine, enracinée dans les valeurs fondamentales d'un État-providence.</p> <p>Mission de la plateforme SD :</p> <p>Promouvoir une nouvelle qualité de vie publique et politique en Ukraine, en particulier parmi la jeunesse ukrainienne.</p> <p>Soutenir l'établissement de l'Ukraine en tant qu'État social.</p> <p>Réduire les inégalités sociales, en particulier le fossé entre les riches et les pauvres.</p> <p>Défendre les intérêts des travailleurs, lutter contre le chômage et s'opposer au populisme, à l'extrémisme et à la xénophobie.</p>



	<p>La plate-forme SD ne considère pas son travail comme une fin en soi, mais comme un moyen d'apporter des changements dans le triangle des relations entre le gouvernement, la politique et la société.</p> <p>Le Forum (Assemblée générale)</p> <p>Le forum, principal rassemblement des activistes et des décideurs de la plateforme de développement durable, se tient chaque année ou au moins une fois tous les deux ans. Il est chargé de prendre des décisions stratégiques qui déterminent les activités futures de la plate-forme.</p> <p>Un forum ordinaire ou extraordinaire peut être convoqué à la demande d'une majorité de coordinatrices ou de membres du conseil de coordination. La préparation du Forum implique tous les membres du Conseil de coordination, les coordinatrices et les militants intéressés qui peuvent former un groupe de travail à cet effet.</p> <p>Processus de décision</p> <p>Toutes les décisions du Forum sont prises par consensus. Si le consensus n'est pas atteint, les décisions sont prises à la majorité des membres présents du Conseil de coordination, des coordinatrices et des activistes. Le vote est ouvert, chaque personne dispose d'une voix et aucune délégation de droit de vote n'est autorisée.</p> <p>Le Conseil de coordination</p> <p>Le Conseil de coordination est l'organe exécutif de la plateforme SD. Il est chargé de mettre en œuvre la stratégie de développement de l'organisation et de superviser les activités opérationnelles, la planification et la croissance.</p> <p>Les décisions au sein du Conseil de coordination sont prises par consensus ou, en l'absence de consensus, à la majorité des deux tiers de ses membres. Les membres du Conseil de coordination peuvent également exercer la fonction de coordinatrice, en cumulant les deux titres.</p> <p>Élections des membres du conseil de coordination</p>
--	---

	<p>Les élections au conseil de coordination ont lieu exclusivement pendant le forum de la plateforme du développement durable.</p>
<p>Représentation dans les parlements au niveau national/régional/local</p>	<p>La plateforme SD est une organisation non gouvernementale. Nous n'avons pas de liens avec les partis politiques existants en Ukraine ni avec les oligarques. Nous avons 14 bureaux régionaux en Ukraine et 3 à l'étranger (Berlin, Varsovie, Bruxelles).</p> <p>La plateforme SD n'a pas encore de représentation propre dans les parlements aux niveaux national, régional ou local. Mais notre organisation organise régulièrement des formations et d'autres activités avec les conseillers locaux de différentes municipalités et régions afin de s'assurer qu'ils sont des visionnaires progressistes du renforcement de leurs communautés.</p> <p>La plate-forme SD est une organisation sœur du groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen et du PSE COR. En outre, la plate-forme SD est un membre observateur des organisations YES et IUSY.</p>
<p>Histoire du parti (c'est-à-dire la participation aux gouvernements) (max. 2000 caractères)</p>	<p>La plateforme SD a été fondée en 2012 en tant que nouveau mouvement politique progressiste. En 2018, elle a obtenu le statut juridique d'organisation non gouvernementale ukrainienne en vertu du droit ukrainien. Aujourd'hui, SD Platform fonctionne avec 30 coordinatrices, 250 membres actifs et un réseau de 2 000 activistes à travers plus de 14 des 24 régions de l'Ukraine.</p> <p>Les principales activités de l'organisation comprennent l'éducation politique non formelle, l'organisation de campagnes sociales et environnementales, et la publication de documents d'analyse et de position axés sur la lutte contre les inégalités et la défense des droits du travail. Bien que SD Platform ne soit pas encore enregistrée en tant que parti politique, elle a acquis une expérience politique grâce à son fondateur, Bohdan Ferens, qui s'est présenté en tant que candidat indépendant aux élections législatives de 2019. Cette</p>

	<p>campagne a permis d'élargir l'engagement politique de l'organisation.</p> <p>Depuis sa création, la plateforme SD a impliqué plus de 10 000 participants issus de différents milieux sociaux et régions d'Ukraine par le biais de programmes éducatifs, d'initiatives environnementales, de campagnes sur les droits du travail et de cours politiques de la plateforme SD, y compris le SD Campus et d'autres formats.</p> <p>Progresylni (Progressive Teachers Platform), une organisation partenaire non gouvernementale, représente une communauté d'éducateurs et de professionnels engagés qui élaborent un nouveau programme pour une éducation de qualité en Ukraine. Le groupe comprend des conférenciers, des étudiants, des scientifiques et des fonctionnaires qui favorisent la communication horizontale, le développement professionnel et la défense de leurs droits. Son objectif principal est d'assurer la motivation des enseignants et de fournir une éducation de haute qualité accessible à tous. Plus de 1 000 enseignants actifs de diverses universités ukrainiennes ont rejoint Progresylni.</p> <p>Le Lobby des femmes vise à promouvoir l'égalité des genres en organisant tout au long de l'année de nombreuses activités qui aident les femmes à développer leurs compétences. Le groupe a également participé activement à des campagnes telles que la ratification de la convention d'Istanbul, qui a été menée à bien en juillet 2022, et le plaidoyer en faveur d'une participation accrue des femmes aux processus de prise de décision.</p>
Nombre de membres (hommes/femmes)	250 membres actifs et 2000 militants en Ukraine et à l'étranger (65% de femmes et 35% d'hommes)
Quota de genre ou autres quotas	Nous avons un quota de 50/50 pour les hommes et les femmes.



Date et lieu de fondation	Kiev, 2012
Nom et coordonnées du bureau du chef de file et du service international	Bohdan Ferens - Fondateur de la plateforme SD B.Khmelnytskogo 51-b Kiev, Ukraine sdplatforma@gmail.com Dmytro Mamaiev - Secrétaire international mamayev9733@gmail.com
Documents organisationnels ci-joints	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Lettre d'intention officielle 2. Statuts/programme politique 3. Liste actuelle des membres du bureau 	<p>soumis</p> <p>soumis</p> <p>soumis</p>